

Principaux messages

Édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*

Une reprise inégale dans un contexte de forte incertitude

La résilience de l'économie mondiale permet aux régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) et du Caucase et de l'Asie centrale (CAC) de souffler un peu alors que les chocs externes se succèdent. Les pressions inflationnistes se sont atténuées dans la plupart des pays grâce à la baisse des prix mondiaux des produits de base et aux mesures avisées des pouvoirs publics. Dans l'ensemble, la croissance du PIB au Moyen-Orient et en Asie centrale (MOAC) devrait se renforcer pour atteindre 2,8 % en 2024 (contre 2 % en 2023) et 4,2 % en 2025.

Cependant, l'incertitude et les risques se font de plus en plus sentir avec en toile de fond les conflits en cours, les perturbations du transport maritime et les baisses de la production de pétrole. Dans ce contexte, c'est une reprise inégale qui se dessine, le rythme de la croissance variant d'un pays à l'autre de la région MOAC.

Région MOAN : les difficultés s'enchaînent

- Les nouvelles difficultés apparues dans la région (le conflit à Gaza et en Israël et les perturbations en mer Rouge) et les baisses de la production de pétrole pèsent sur les perspectives de 2024, et viennent s'ajouter aux vulnérabilités existantes (endettement et coûts d'emprunt élevés).
- Le conflit à Gaza et en Israël a causé d'immenses souffrances humaines et a eu des répercussions négatives sur les économies directement touchées. Même si les effets sur l'économie régionale ont été contenus jusqu'à présent, le conflit a exacerbé l'incertitude et les risques dans la région MOAN, d'autant plus que les conflits engendrent souvent des séquelles économiques à long terme (voir chapitre 2).
- La croissance devrait rester modérée en 2024 et légèrement augmenter pour atteindre 2,7 % (contre 1,9 % en 2023). Seulement, elle a été révisée à la baisse par rapport aux projections d'octobre 2023 (-0,7 point de pourcentage) en raison des conflits (Cisjordanie et Gaza, Soudan) et des réductions de la production de pétrole (Conseil de coopération du Golfe — CCG) qui pèsent sur l'activité économique. En supposant que ces facteurs s'atténuent progressivement en 2025, la croissance devrait se raffermir pour s'élever à 4,2 %.
- L'incertitude est grande et la croissance à moyen terme devrait rester inférieure aux moyennes historiques d'avant la pandémie.

Variations au sein de la région MOAN :

- Pays exportateurs de pétrole : croissance à 2,9 % en 2024, contre 1,9 % en 2023. Les réductions volontaires de la production de pétrole freineront la croissance dans certains pays (membres du CCG), tandis que la croissance hors hydrocarbures restera résiliente ; une production de pétrole plus élevée que prévu stimulera la croissance dans les autres pays (hors CCG).
- Pays émergents et pays à revenu intermédiaire : croissance à 2,8 % en 2024 ; en baisse par rapport à 3,1 % en 2023. Les conflits et les politiques restrictives qui visent à remédier aux vulnérabilités freinent la croissance.
- Pays à faible revenu : croissance à -1,4 % en 2024, contre -9,6 % en 2023. Nouveau repli sur fond de conflits, mais croissance plus forte en 2025 (4,4 %).

- Les conflits se poursuivent dans plusieurs pays et territoires de la région MOAN, rappelant avec force le bilan humain dévastateur et les conséquences économiques à long terme des combats.

CAC : la résilience se confirme

- La croissance demeure vigoureuse, malgré le repli des flux réels et financiers lié à la guerre en Ukraine. De manière générale, les pays importateurs d'hydrocarbures voient leur économie progresser plus rapidement que les pays exportateurs grâce à une forte demande intérieure.
- La croissance devrait ralentir à **3,9 %** en 2024 (-0,3 point de pourcentage par rapport à octobre), contre 4,9 % en 2023, avant d'accélérer pour atteindre **4,8 %** en 2025 (+0,4 point de pourcentage). Ces révisions s'expliquent principalement par une croissance plus faible au Kazakhstan (où l'accroissement de la production du champ pétrolier de Tengiz n'est plus pour 2024, mais pour 2025). À moyen terme, les pays importateurs de pétrole (forte demande intérieure) devraient voir leur économie progresser plus rapidement que les pays exportateurs (où la production d'hydrocarbures marque le pas).

L'inflation poursuit son recul parallèlement aux tendances mondiales, mais une vigilance constante est de mise

Région MOAN : L'inflation s'approche des moyennes historiques dans de nombreux pays (environ un tiers d'entre eux présentent désormais des niveaux proches ou en dessous de la moyenne) ; quant aux cycles de durcissement de la politique monétaire, ils semblent avoir pris fin dans la plupart des pays.

- L'inflation ralentit après avoir culminé en 2023 et devrait tomber à 15,4 % en 2024, puis à 12,4 % en 2025.
- Ces chiffres sont en partie le reflet de l'inflation élevée en Égypte et au Soudan ; si l'on excepte ces deux pays, l'inflation devrait s'établir en moyenne à **8,8 %** en 2024 et à **7,8 %** en 2025.

Région CAC : Dans la plupart des pays de la région CAC, l'inflation est proche ou en dessous des moyennes historiques/niveaux visés, ce qui donne à certains pays les marges de manœuvre nécessaires pour entamer ou poursuivre l'assouplissement de leur politique monétaire.

- Selon nos prévisions, l'inflation devrait marquer le pas et passer à **7,7 %** en 2024 et à **7,1 %** en 2025.

Les facteurs de vulnérabilité demeurent toutefois nombreux

- *Les risques se sont intensifiés dans la région MOAN en raison du conflit à Gaza et en Israël et des perturbations du transport maritime en mer Rouge.*
- *Inflation :* Certains pays de la région MOAC pourraient être confrontés à une inflation persistante et à des tensions financières ; les conditions géoéconomiques pourraient se détériorer.
- *Risques mondiaux :* Un brusque ralentissement de l'activité mondiale pourrait s'amorcer (dont un vacillement de la reprise chinoise) ; et les chocs climatiques pourraient devenir récurrents.
- *Accès aux marchés :* L'accès encore limité de certains pays aux marchés internationaux signifie que ces derniers mobiliseront probablement les banques locales pour couvrir l'essentiel de leurs besoins de financement, avec pour effet de resserrer encore les liens entre l'État et les banques locales et de restreindre le crédit au secteur privé.

Les **priorités d'intervention** sont les suivantes :

- Les décideurs sont aux prises d'une tâche difficile : préserver la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette tout en relevant les défis géopolitiques et en rehaussant les perspectives de croissance à moyen terme.
- La politique monétaire devrait rester prudente (stabilité des prix) et l'indépendance des banques centrales devrait être préservée. Lorsque l'inflation se situe au niveau de sa cible ou en deçà, comme dans certains pays de la région CAC, il conviendrait d'envisager un assouplissement progressif de la politique monétaire.
- La politique budgétaire doit être adaptée aux besoins de chaque pays afin de leur permettre de renforcer leur orientation budgétaire, de préserver leurs marges de manœuvre et d'atténuer leurs vulnérabilités. Les pays exportateurs d'hydrocarbures devraient conserver leurs marges de manœuvre budgétaires tout en assurant l'équité intergénérationnelle et la viabilité des finances publiques. En outre, dans les pays très endettés, il est nécessaire de mettre en œuvre des stratégies proactives de gestion de la dette.
- Il est impératif d'appliquer des réformes structurelles pour renforcer les paramètres économiques fondamentaux et améliorer les institutions (voir l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales*).
- Il convient de saisir de nouvelles opportunités commerciales (réduire les obstacles aux échanges, diversifier les produits et les marchés, moderniser les infrastructures) et de renforcer la résilience des échanges face aux chocs (gestion de la chaîne d'approvisionnement et diversification des corridors commerciaux) (voir chapitre 3).

Autres chiffres importants :

- 0,2 %** Révision à la baisse des prévisions de croissance du PIB pour 2024 pour la région MOAN depuis la mise à jour des *Perspectives économiques régionales* de janvier 2024
- 261.3 milliards de dollars** Projection des besoins bruts de financement du secteur public dans les pays émergents de la région MOAN et au Pakistan en 2024 (115 % des recettes budgétaires, +5.6 points de pourcentage par rapport à nos projections d'octobre 2023)
- 10 %** Réduction de la production par habitant dans la décennie suivant un grave conflit dans un pays de la région MOAC. Ailleurs, le recul est inférieur à 3 % en moyenne et la baisse est rattrapée en cinq ans (voir chapitre 2).
- 40 milliards de dollars** Montant du financement accordé par le FMI aux pays de la région MOAC depuis 2020 ; 16 milliards de dollars depuis janvier 2023, pour la Jordanie (mécanisme élargi de crédit) ; la Mauritanie (facilité élargie de crédit et mécanisme élargi de crédit ; facilité pour la résilience et la durabilité) ; le Maroc (ligne de crédit modulable ; facilité pour la résilience et la durabilité) ; la Somalie (facilité élargie de crédit après avoir atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés) ; et l'Égypte (approbation des première et deuxième revues au titre du mécanisme élargi de crédit, qui a débouché sur une augmentation du soutien du FMI, passé de 3 milliards de dollars à environ 8 milliards de dollars)
- 350** Nombre de projets d'assistance technique et de développement des capacités menés dans 30 pays de la région MOAC